



Agir ensemble pour nos territoires

**APPEL D'OFFRES
CCAP 25AO0006**

**CAHIERS DE CHARGES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
MISE À DISPOSITION DE
PERSONNEL
À TITRE TEMPORAIRE**

CCAP



1 PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Caisse d'Allocations Familiales de la Guadeloupe

Adresse : Parc d'Activités La Providence
ZAC de Dothémare
97139 Les ABYMES

Téléphone : 0590 90 54 19
Télécopie : 0590 90 54 26
Site internet : <http://guadeloupe.caf.fr>
Courriel : caf971-marches@caf.fr

Profil acheteur : <https://marches-publics.gouv.fr>

Il s'agit d'un organisme de droit privé soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale.

L'acheteur, désigné par les termes « pouvoir adjudicateur » est représenté par M **DIVAD Patrick**, Le Directeur de la Caisse d'allocations familiales de la GUADELOUPE.

1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- d'une part : la Caisse d'Allocations Familiales de la Guadeloupe et de Saint-Martin ;
- d'autre part : le ou les prestataire(s) de services désigné(s) dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire ».

2 PROCEDURE ET CADRE JURIDIQUE

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum et avec maximum en application des dispositions des articles L. 1111-1 et L. 2125-1 du Code de la Commande publique.

3 PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation l'article 4.1 du CCAG FCS, Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Les actes d'engagement et leurs annexes éventuelles (BPU et DPGF);
- La mise au point du marché, le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe ;
- Les Cahiers des clauses techniques particulières CCTP et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Si le Titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ce dernier qui seules font foi.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées à la dernière section du présent C.C.A.P.

4 OBJET, FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Objet

L'accord-cadre a pour objet « **La mise à disposition de personnel à titre temporaire dans le domaine administratif et technique** » à la CAF Guadeloupe.

Les conditions techniques ainsi que les exigences fonctionnelles des prestations sont définies dans le C.C.T.P. de l'accord-cadre.

4.2 Forme de l'accord-cadre

La consultation n'est pas décomposée en lot pour les motifs suivants : « La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations »

Cet accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à **600 000 euros H.T.** sur sa durée globale (reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

4.3 Durée de l'accord-cadre

La durée du marché est fixée à 12 mois et est reconductible 3 fois par période de 12 mois, par tacite reconduction sans que la durée puisse excéder les 48 mois.

L'accord-cadre prendra effet le 1er janvier 2026.

En cas de non-reconduction, la décision sera notifiée au titulaire au moins 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

5 Modalités d'émission, d'attribution et contenu des bons de commande

5.1 Modalités d'émission des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les bons de commande sont émis au fur et à mesure de leurs besoins. Ils sont adressés au Titulaire par le représentant habilité de l'organisme.

Les bons de commandes courent à compter de la date de leur notification correspondant à la date de réception par le Titulaire du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire dispose d'un délai de 24 heures à compter de la date et l'heure de réception du bon de commande pour émettre toutes observations à l'organisme émetteur du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et jusqu'au dernier jour de validité de celui-ci. Les bons de commande émis pendant cette période sont exécutés jusqu'à leur terme qui ne peut excéder plus de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

5.2 Modalités d'attribution des bons de commande

L'organisme fixe pour chaque recrutement le profil recherché en sollicitant le Titulaire.

Celui-ci dispose d'un délai maximum de 3 jours ouvrés pour transmettre les CV des profils de niveau 1 à 6.

Le Titulaire transmet sa proposition de mise à disposition pour sélection et accord potentiel de l'organisme. La proposition est réputée acceptée sauf refus explicite et motivé de l'organisme dans le cas où les profils des intérimaires proposés n'ont aucun lien avec la demande de l'organisme.

Les demandes de recrutement sont systématiquement réalisées ou confirmées par courriel ou télécopie ou par l'outil digital proposé.

5.3 Contenu des bons de commande

Les bons de commande émis par le responsable comporteront notamment les mentions suivantes :

- les nom, numéro de SIRET et adresse du Titulaire ;
- le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations attendues (profil attendu) dans le cadre d'un recrutement de talent ;
- la nature et la description des prestations attendues (profil attendu) – nombre d'intérimaires ;
- la justification du recours au personnel intérimaire (remplacement d'absence, surcroît de travail...) ;
- le contrat initial ou renouvellement ;
- la date de début d'exécution des prestations commandées ;
- la durée de la mission et celle de la période d'essai ;
- les horaires de travail, y compris les modalités d'accomplissement de la journée de solidarité ;
- l'organisme de rattachement et le lieu d'affectation du personnel temporaire ;
- les modalités de restauration et le montant de la participation de l'employeur correspondante ;
- le délai d'exécution des prestations tel que prévu au cadre de réponse technique ;
- les prix H.T. et T.T.C. des prestations par référence au cadre de réponse financier du titulaire (éventuellement les primes selon le contexte ou la période envisagée) ;
- le coefficient de gestion ou de délégation ;
- l'adresse de facturation ;
- le service à contacter ;
- les commentaires éventuels ;
- le montant total H.T. et T.T.C. de la commande.

Une fois la commande envoyée au Titulaire, celui-ci s'engage avant la venue sur site des intérimaires, à envoyer une liste des coordonnées du personnel temporaire et à faire référence au numéro du bon de commande.

Un contrat de mise à disposition est ensuite conclu entre le Titulaire et la CAF Guadeloupe, en application de l'article L. 1251-42 du Code du travail, en vertu duquel est effectuée la mise à disposition de l'agent intérimaire auprès de l'organisme.

6 Conditions Générales d'exécution

6.1 Modalités concernant le contenu des prestations

Le Titulaire s'engage à délivrer les prestations commandées, en quantité et qualité, dans le respect des modalités d'exécution fixées dans le présent marché.

6.2 Modalités concernant les délais d'exécution

De manière générale, le Titulaire s'engage, sous peine de pénalités prévus à la section 12, à respecter les délais prévus dans la section 5 du C.C.A.P.

Le délai de remise des CV court à compter de J + 1.

6.3 Lieux et horaires des prestations

Les lieux et horaires d'exécution des prestations sont indiqués dans les bons de commande.

6.4 Modalités concernant les livrables

Tous les livrables attendus doivent être rédigés en langue française et adressés au représentant désigné par l'organisme sous format électronique. En cas de retard dans la remise du livrable, le Titulaire encourt des pénalités de retard conformément aux stipulations.

6.5 Modalités de pilotage des prestations

Le Titulaire doit désigner un chargé d'opération pour piloter et coordonner les prestations. Il transmettra les coordonnées électroniques de ce dernier afin que lui soient transmises les convocations aux réunions et toutes informations utiles.

6.6 Modalités de remplacement de personnel affecté à la réalisation des prestations

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

La bonne exécution des prestations dépendant du chargé d'opération national qui se trouve nommément désigné, la CAF Guadeloupe peut demander, à tout moment, sur décision motivée le remplacement de celui-ci. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai maximum de cinq jours ouvrés.

Sauf cas de force majeure, en cas de changement du chargé d'opération, le Titulaire en informe la CAF Guadeloupe avant cessation de ses fonctions moyennant un préavis de cinq jours ouvrés.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'organisme et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouvent pas compromise.

Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalente et avec accord exprès de l'organisme. En cours d'exécution d'une prestation, l'organisme pourra demander le remplacement d'un intervenant mis à disposition par le Titulaire s'il estime que ce dernier ne remplit pas correctement sa mission.

Le Titulaire sera alors tenu de soumettre à l'organisme sous huit jours ouvrés un personnel de remplacement et organiser sa prise de fonction dans les cinq jours ouvrés après acceptation de l'organisme.

Le Titulaire fera son affaire du transfert de connaissance au nouvel intervenant. En aucun cas, le remplacement du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

Le Titulaire sera seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle et son autorité hiérarchique. A cet effet, le personnel du Titulaire remplit ses fonctions sous le seul contrôle, direction et responsabilité du Titulaire.

7 Obligations des parties

7.1 Obligations du titulaire

Le Titulaire a la responsabilité de fournir la prestation attendue à l'Organisme en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques.

Il doit également donner à l'Organisme une visibilité suffisante sur l'état d'avancement de chaque bon de commande.

Le Titulaire s'engage à :

- réaliser les prestations dans les délais prévus ;
- assurer la gestion et le suivi des prestations objet de l'accord-cadre ;
- fournir les livrables attendus dans les délais contractuels prévus ;
- assumer une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers la CAF Guadeloupe.

7.2 Obligations de l'organisme

La CAF Guadeloupe s'engage à fournir au Titulaire les documents, renseignements et informations nécessaires à la compréhension des prestations qu'il doit réaliser.

La CAF Guadeloupe confère au Titulaire le droit d'accès dans ses locaux, sous réserve du respect des conditions de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement et des horaires d'ouverture et de présence applicables à ses agents.

8 Prix

8.1 Forme des prix

Les prix applicables sont ceux figurant dans le Bordereau de prix en annexe de l'AE (Acte d'engagement) de l'accord-cadre. Ces prix sont des prix forfaitaires. Ils sont établis en euros hors taxes. Le taux de la T.V.A. est celui applicable au moment de l'émission du bon de commande.

La réactualisation du prix se fera en fonction de la revalorisation des salaires.

Le prix est réputé comprendre :

- le coefficient de délégation ou de gestion ;
- la rémunération sur le salaire de base brut mensuel versée au personnel intérimaire conformément à l'article L. 1251-18 du Code du travail ;
- la prime des 13ème et 14ème mois selon les conditions d'attribution de l'accord UCANSS ;

- les frais de mutuelle, la prévoyance, les jours fériés, les événements familiaux (facturés dans la continuité des missions donc aux coefficients indiqués au Bordereau de prix) ;
- les indemnités de déplacements, les nuitées, les frais de transport, les tickets restaurants (non soumis à la T.V.A. donc pour lesquels il n'y a pas de coefficient majoré d'appliqué. Ces frais sont facturés au coefficient de 1).

Le prix comprend également toutes les charges sociales, parafiscales, congés, indemnité de fin de mission et autres inhérentes à la prestation demandée, tous les frais généraux, de déplacement, séjour et autres, ainsi que d'assurances, contre les risques divers pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution d'une prestation, de sorte qu'aucun supplément, de quelque nature que ce soit, ne puisse s'y ajouter.

Sur demande exceptionnelle et après un accord express du pouvoir adjudicateur de la CAF Guadeloupe celui-ci pourra prendre en charge tout ou partie des frais relatifs aux déplacements et aux hébergements.

Les salaires correspondent aux salaires de la Convention collective des personnels des organismes de Sécurité sociale signée par l'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS), conformément à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale.

8.2 Frais de repas

En vertu de l'article L. 1251-24 du Code du travail, les intérimaires doivent bénéficier des mêmes avantages que les personnes qu'ils remplacent. Chaque organisme indiquera aux salariés intérimaires en mission le système mis en place dans le service ou l'établissement, pour qu'ils en bénéficient.

LA Caf Guadeloupe a mis en place un système de titres-restaurant, les salariés intérimaires en mission en bénéficient.

Dans ce cadre, le Titulaire peut délivrer au personnel intérimaire les titres-restaurant. L'organisme prend alors en charge la part patronale y afférant par jour travaillé et par personne.

Les éventuelles augmentations de la valeur du titre et de la part patronale seront communiquées au Titulaire en tant que de besoin.

9 Modalités de détermination et de révision des coefficients et des frais annexes

9.1 Contenu des coefficients

Les prestations seront rémunérées par application des coefficients de délégation ou de gestion tel qu'indiqués et explicités dans le Bordereau de prix.

Ces coefficients comprennent l'ensemble des charges sociales et parafiscales ainsi que l'indemnité de fin de mission et les congés payés.

Les salaires correspondent aux salaires de la Convention collective des personnels des organismes de Sécurité sociale signée par l'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS), conformément à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale.

Les prestations fournies par le Titulaire ne pourront faire l'objet d'aucune facturation autre que ce qui est indiqué dans les annexes 1, 2 et 3 de l'AE.

Si le Titulaire propose le recours à des supports dématérialisés de gestion des horaires des intérimaires, et d'accès aux contrats de mise à disposition ou à tout autre outil informatique disponible via Internet, ainsi qu'à des outils particuliers pour fiabiliser les recrutements, le recours sera facturé en accord avec les annexes 1 et 2 de l'AE.

Les salaires du personnel intérimaire sont indexés sur les salaires de la Convention collective des agents de la Sécurité sociale. Toute évolution de salaire est immédiatement communiquée au Titulaire dès son application.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

9.2 Révisions exceptionnelles

Les coefficients de délégation et de gestion et les frais annexes (annexe 3 à l'AE) pourront, uniquement en cas d'une évolution significative et importante de la législation en vigueur, et à titre dérogatoire, faire l'objet d'une révision.

Le Titulaire proposera et justifiera une révision à la CAF Guadeloupe, qui pourra l'accepter ou la refuser.

9.3 Remise forfaitaire annuelle sur chiffre d'affaires H.T.

Le Bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement définit le taux de remise forfaitaire annuelle (RFA) sur le chiffre d'affaires annuel total H.T. réalisé au titre du présent accord-cadre (CA), hors forfaits pour recrutements et éventuels remboursements de frais, dit CA assujetti au cours de l'année N que le Titulaire consent en fonction du montant de CA assujetti réalisé.

Le montant de la remise calculée par application du taux de remise au CA assujetti total divisée par le CA assujetti total donne un taux de RFA (arrondi à 2 chiffres après la virgule), appliqué à la Caf Guadeloupe sur le CA assujetti H.T. réalisé pour calculer le montant de RFA à appliquer.

Le calcul des RFA est effectué au plus tard 3 mois après la fin de l'année N concernée. Il est soumis à la CAF Guadeloupe pour validation.

Le montant de RFA ainsi calculé donne lieu à émission d'un avoir au bénéfice de la Caf Guadeloupe uniquement si le montant obtenu est égal ou supérieur à 10 euros. L'avoir est adressé la CAF Guadeloupe.

10 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

10.1 Modalités de facturation

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues aux articles 11.3 et suivants du C.C.A.G.-F.C.S.

Toutes les commandes feront l'objet d'une facture unique mensuelle, par site géographique.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le site géographique du déroulement de la prestation ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la désignation des prestations concernées et des livrables associés ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le coefficient de délégation ou de gestion ;
- la rémunération sur le salaire de base brut mensuel versée au personnel intérimaire conformément à l'article L.1251-18 du Code du travail ;
- la prime des 13ème et 14ème mois selon les conditions d'attribution de l'accord UCANSS ;
- les frais de mutuelle, la prévoyance, les jours fériés, les événements familiaux (facturés dans la continuité des missions donc aux coefficients indiqués au Bordereau de prix) ;

- les indemnités de déplacements, nuitées, frais de transport, tickets restaurants (non soumis à la T.V.A. donc pour lesquels il n'y a pas de coefficient majoré d'appliqué). Ces frais sont facturés au coefficient de 1.)
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

10.2 Modalités de transmission des factures

Les demandes de paiement seront envoyées via chorus pro obligatoirement :

Identifiant : 31456082200194

Structure : Caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe

10.3 Modalités de paiement – intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture, sous réserve de la conformité de la facture au bon de commande concerné.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

En vertu de l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la commande publique. En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal. L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme bénéficiaire. Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme bénéficiaire.

11 VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont vérifiées et réceptionnées dans les conditions en usage pour les prestations de travail temporaire par dérogation aux articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Avant l'arrivée sur site des personnels temporaires mis à disposition, le Titulaire transmet au service la liste détaillée des personnels mis à disposition, conformément aux dispositions du bon de commande et au choix notifié par l'organisme. Cette liste est vérifiée par l'organisme. L'absence de remarque transmise au Titulaire dans un délai maximum de 24 heures vaut vérification positive.

12 PENALITES APPLICABLES

Les pénalités peuvent être appliquées dès lors qu'un manquement ou un retard est constaté dans l'exécution des prestations par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités sont forfaitaires. Les pénalités ne sont pas révisables. En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation. L'organisme bénéficiaire informe le Titulaire du ou des manquements constatés et/ou de ce retard par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception.

12.1 Pénalités imputables au Titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de dépassement d'un délai contractuel d'exécution, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard qui seront calculées comme suit :

- en cas de non-respect du délai de transmission du contrat de mise à disposition fixé à l'article 4.1 du C.C.T.P. : 150 € par jour ouvrable de retard entamé ;
- en cas de non prise en compte des éléments de factures figurant à la section 12 du C.C.A.P. : pénalité de 50 € par facture erronée. Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le Titulaire à l'organisme bénéficiaire.

12.2 Pénalités pour cause imputable à l'organisme bénéficiaire

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'organisme, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'organisme, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'organisme bénéficiaire, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

12.3 Pénalités pour retard dans la transmission des livrables

En cas de retard dans la transmission des livrables (le rapport statistique semestriel financier ; le rapport statistique trimestriel ; le compte rendu annuel ; facture mensuel) le Titulaire encourt par livrable transmis en retard et par jour de retard, par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard.

12.4 Pénalités pour service partiel

Si le personnel mis à disposition arrive en retard ou anticipe son départ, le service est considéré comme partiel et il est fait application des pénalités suivantes par l'organisme, en sus du non-paiement des heures non réalisées :

- à compter d'une heure de retard ou de départ anticipé : 10 % du montant H.T. de la prestation réalisée partiellement ;
- à compter de 2 heures de retard ou de départ anticipé : 20 % du montant H.T. de la prestation réalisée partiellement ;
- à compter de 3 heures de retard ou de départ anticipé : 30 % du montant H.T. de la prestation réalisée partiellement ;
- à compter de 4 heures de retard ou de départ anticipé : 40 % du montant H.T. de la prestation réalisée partiellement.

À compter de 5 heures de retard ou de départ anticipé, la pénalité pour service non-fait est considérée comme une défection, entraînant l'application de la pénalité pour défection visée ci-après.

12.5 Pénalités pour défection de personnel

Si le personnel mis à disposition ne se présente pas pour la mission prévue et que le Titulaire ne peut trouver une solution de remplacement, il est appliqué par l'organisme une pénalité d'un montant égal au tiers du montant H.T. de la prestation non exécutée, en sus du non-paiement de la prestation non-réalisée.

12.6 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'Organisme au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € H.T. L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Les pénalités sont plafonnées 50 % du montant du marché à l'exception de celles applicables pour faute grave.

12.7 Non-exonération de pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3. du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

13 DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le régime de la sous-traitance est régi par les dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre devra en faire la demande au Directeur de la CAF Guadeloupe.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Directeur de la CAF Guadeloupe et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de la CAF Guadeloupe.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- 1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :
 - a - la nature des prestations sous-traitées ;

- b - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e - les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification de l'accord-cadre, le Titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1er du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial de sous-traitance doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le Titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, Titulaire et sous-traitant, le Titulaire restant seul responsable vis-à-vis de la Caf Guadeloupe ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à la Caf Guadeloupe, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par la Caf Guadeloupe de la sous-traitance, le Titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à la Caf Guadeloupe.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la Caf Guadeloupe, est payé, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à la Caf Guadeloupe au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la Caf Guadeloupe, accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à la Caf Guadeloupe.

En cas d'accord, le Titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'organisme pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

14 CLAUSES D'EXECUTION FINANCIERE

14.1 Avances

Le Titulaire du marché peut demander une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant T.T.C. du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté aux moyens de bons de commande et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Celle-ci est fixée à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est fixée à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Lorsque le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 20 %

14.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution des prestations ouvrent droit à des acomptes. Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le Titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'organisme.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement dans les conditions définies à la section 12 du présent C.C.A.P.

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

15 CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de la CAF de la Guadeloupe et de Saint-Martin.

16 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

16.1 Dispositions générales

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre conclu sur leur fondement et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

16.2 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau R.I.B., et selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

16.3 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre la CAF Guadeloupe et le nouveau Titulaire.

Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

Si le Titulaire méconnaît cette obligation, la CAF Guadeloupe ne saurait être tenue pour responsables des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et elle n'aurait pas été informé.

La CAF Guadeloupe est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique.

17 POURSUITE DES PRESTATIONS

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CAF Guadeloupe et le Titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

L'accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi et dans le respect du principe de loyauté des relations contractuelles.

18 SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution des prestations.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution des accords-cadres, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties de l'accord-cadre ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par la CAF Guadeloupe.

En cas de manquement par le Titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les Parties conviennent que les notions de données à caractère personnel (ci-après « Données »), responsable de traitement (ci-après, « Responsable de Traitement »), sous-traitant du traitement (ci-après « Sous-traitant »), destinataire des Données (ci-après « Destinataire »), traitement (ci-après « Traitement ») sont définies conformément au Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27 avril 2016 et que le terme « Réglementation » désigne l'ensemble des textes applicables en matière de gestion et de protection des Données notamment le Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27 avril 2016 et la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, notamment par la Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique et par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la Protection des données personnelles.

Il est rappelé que les échanges de Données qui peuvent avoir lieu à l'occasion de l'exécution des prestations sont réalisés dans le cadre et le respect des dispositions des articles L.1251-1 et suivants du Code du travail qui déterminent les conditions et modalités de recours à des travailleurs temporaires par une Entreprise Utilisatrice (ci-après « EU ») auprès d'une Entreprise de Travail Temporaire (ci-après « ETT »).

A - Traitement des Données des Salariés Intérimaires

Le Prestataire, Entreprise de Travail Temporaire et en tant qu'employeur, est Responsable de Traitement des Données portant sur les candidats et les Salariés Intérimaires qu'il met en œuvre et qui sont sous son contrôle.

Dans le cadre de la fourniture des services, les Parties conviennent que le Prestataire communiquera au Client (CAF Guadeloupe), en tant que Destinataire, uniquement les Données intérimaires strictement nécessaires à l'exécution des contrats de mise à disposition soit les seules informations figurant sur ces contrats de mise à disposition, et celles requises par la réglementation en vigueur (ci-après, « Données Intérimaires »).

Le Client agit en qualité de Responsable de Traitement, s'agissant des Traitements qu'il met en œuvre à l'aide des Données Intérimaires communiquées par le Prestataire, notamment aux fins d'assurer l'accès des Salariés Intérimaires à son système d'information et à ses locaux, à ses outils de production, au suivi du temps passé, sans que cette liste ne soit exhaustive.

En particulier, le Client s'engage à informer les Salariés Intérimaires des Traitements qu'il réalise, conformément à la Réglementation. Le Client se porte garant vis-à-vis du Prestataire de sa conformité à la Réglementation.

Les Données Intérimaires communiquées au Client sont destinées à une utilisation professionnelle conforme à leur utilisation normale dans le cadre du suivi de l'activité, du suivi professionnel, du suivi administratif et de la gestion des Salariés Intérimaires détachés chez le Client.

Le Client s'engage à assurer le Traitement, la sécurité et la confidentialité des Données Intérimaires de manière équivalente à celle qu'il accorde aux Données de nature similaire relatives à ses salariés. Il est rappelé que les Salariés Intérimaires détachés chez le Client dans le cadre de l'exécution d'un contrat de mise à disposition sont placés sous la surveillance, la direction et le contrôle du seul Client durant l'exercice de leur mission auprès du Client.

A ce titre, il appartient au Client de communiquer aux Salariés Intérimaires ses instructions et de s'assurer que ces derniers agissent conformément auxdites instructions. Le Client est seul responsable des conditions d'accès des Salariés Intérimaires aux Traitements de Données mis en œuvre par le Client, ainsi que de la mise en œuvre et de la conformité de ces Traitements. Il est précisé que le Prestataire n'est pas Sous-traitant du Client au titre des activités de ses Salariés Intérimaires en mission chez le Client.

B – Traitement des Données des Employés du Client remplacés

Conformément aux articles L.1251-6, L.1251-16 et L.1251-43 du Code du travail, des informations relatives aux Employés du Client remplacés par les Salariés Intérimaires du Prestataire pourront être communiquées à ce dernier (qualification, motif pour lequel il est fait appel au Salarié Intérimaire pour remplacer le salarié du Client).

Le Prestataire, en tant que Destinataire, traitera ces Données qu'aux seules fins du respect des obligations légales et de l'exécution de l'accord-cadre et des contrats de mise à disposition.

C – Traitement des Données des interlocuteurs

Chacune des Parties s'engage à traiter les Données relatives à leurs interlocuteurs respectifs conformément à la Réglementation en vigueur, notamment en vue d'assurer l'exercice de leurs droits par les personnes concernées.

En outre, les Parties s'engagent à tenir à leur disposition des notices d'informations détaillées sur les Traitements de Données qu'elles mettent en œuvre dans le cadre des accords-cadres.

Le Prestataire tiendra à jour sa politique de gestion des Données ainsi que ses notices d'information relatives au Traitement des Données sur son site Internet, à l'adresse donnée dans le mémoire technique.

L'exercice des droits reconnus aux personnes concernées pourra être effectué.

D – Traitement des Données par les tiers / Echanges de Données ETT-EU et intervention de tiers

Les Parties pourront convenir d'échanger de manière dématérialisée des Données. De convention expresse, aucune Partie n'imposera à l'autre Partie l'utilisation d'un outil, une solution, une plateforme de dématérialisation ou un service de tiers.

19 CONFIDENTIALITE

Les informations et données fournies par la Caf Guadeloupe sont strictement confidentielles et couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Elles sont soumises à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'obligation de confidentialité s'impose au Titulaire et s'étend à tous les renseignements et documents de quelle que nature que ce soit (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) dont le Titulaire, ses salariés, collaborateurs et sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage, notamment, à :

- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par le pouvoir adjudicateur à des fins autres que celles spécifiées dans l'accord-cadre ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, les documents, informations et fichiers transmis par le pouvoir adjudicateur à d'autres personnes morales ou physiques, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le

pouvoir adjudicateur et le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par le pouvoir adjudicateur et les restituer à ce titre à l'issue de l'accord-cadre ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.

En outre, le Titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis et qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que la Caf Guadeloupe lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

La Caf Guadeloupe se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

20 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

20.1 Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Les dommages de toute nature causés au personnel et aux biens la Caf Guadeloupe par le Titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire.

Il garantit la Caf Guadeloupe contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du Titulaire par la Caf Guadeloupe du fait de l'exécution des accords-cadres, sont à la charge de la Caf Guadeloupe.

20.2 Assurance

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à

maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement la Caf Guadeloupe de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations. Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de la Caf Guadeloupe.

Dans le cas où la Caf Guadeloupe le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

21 PRESTATIONS SIMILAIRES

La Caf Guadeloupe se réserve la possibilité de confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le Titulaire s'engage à proposer à la Caf Guadeloupe des prestations similaires et à des prix n'excédant pas ceux de l'accord-cadre.

22 ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIÉTAUX DU TITULAIRE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à adopter une démarche responsable et à mettre en œuvre des actions concrètes contribuant à la protection de l'environnement, à la réduction des impacts écologiques de ses activités, et à la promotion du développement durable.

22.1 Réduction des impacts environnementaux

Le titulaire devra démontrer sa volonté de réduire l'empreinte environnementale liée à la prestation d'intérim, notamment à travers :

- La dématérialisation des documents (contrats de mission, relevés d'heures, factures, bulletins de paie, etc.) afin de limiter l'usage du papier et les impressions inutiles.
- La limitation des déplacements par :
 - le recours prioritaire à des intérimaires résidant à proximité du lieu de mission,

- la promotion de l'usage des transports en commun, du covoiturage ou de la mobilité douce.
- La sensibilisation environnementale de ses collaborateurs permanents et intérimaires (affichage, communication interne, guide de bonnes pratiques).
- La gestion écoresponsable de ses locaux (tri sélectif, réduction de la consommation énergétique, utilisation de produits écolabellisés, etc.).

Le titulaire devra être en mesure de présenter, sur demande, tout justificatif ou élément de suivi de ces engagements (procédure interne, plan d'action, rapport RSE...).

22.2 Démarche RSE globale

Le titulaire s'engage, au-delà des aspects environnementaux, à maintenir une politique de responsabilité sociétale (RSE) intégrant :

- le respect de l'égalité professionnelle et salariale,
- la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité,
- la mise en œuvre d'actions d'insertion professionnelle (emploi de personnes éloignées du marché du travail, jeunes sans qualification, personnes en situation de handicap, etc.),
- le respect des conditions de travail et de sécurité des intérimaires.

Ces éléments pourront être pris en compte lors du suivi de l'exécution du marché et dans l'évaluation des performances du titulaire.

22.3 Évaluation et suivi

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de demander au titulaire un bilan annuel de ses actions environnementales et sociales,
- de réaliser un audit ou contrôle ponctuel pour vérifier le respect de ces engagements,
- d'appliquer, le cas échéant, des mesures correctives en cas de manquement constaté.

23 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Sous réserve de l'application des sections du présent C.C.A.P., les conditions et les modalités de résiliation applicables à l'accord-cadre sont prévues au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

23.1 Résiliation aux torts du Titulaire

Outre les cas prévus l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée, pour faute du Titulaire en cas :

- de non-respect des dispositions contractuelles prévues au présent C.C.A.P. et au C.C.T.P. ;
- de retards répétés non justifiés sur les mises à disposition de personnels et en cas de non-application des tarifs contractuels ;
- de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à la section 16 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à la section 19 du présent document ;
- de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par la Caf Guadeloupe, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, la Caf Guadeloupe exige la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de l'accord-cadre.

En outre, la Caf Guadeloupe pourra résilier l'accord-cadre, aux torts du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations définies dans le C.C.T.P. et Bordereau de prix, par décision de la Caf Guadeloupe avec

date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure.

De plus, en application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S., la Caf Guadeloupe se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché public pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre de l'accord-cadre.

La différence de coût qui en résultera pourra être à la charge du Titulaire défaillant.

23.2 Résiliation de l'accord-cadre dans le cas de circonstances particulières

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée en cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du C.C.A.G.-F.C.S. (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire). Ces circonstances n'ouvrent pas droit à indemnité.

23.3 Résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés d'exécution

En application de l'article 40.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la Caf Guadeloupe peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut être prononcée également par la Caf Guadeloupe si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

23.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

24 LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre, la loi française est seule applicable.

Les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution des prestations est le Tribunal judiciaire, pour les organismes de droit privé, situé dans le ressort du siège.

25 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'article 3 du CCAP
Dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG par l'article 5.1 du CCAP
Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG par l'article 5.1 du CCAP
Dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG par l'article 11 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'article 12.1 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'article 12.3 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG par l'article 12.7 du CCAP
Dérogation à l'article 42 du CCAG par l'article 22.4 du CCAP